

PREFECTURE DE L'EURE

Arrêté n° D3/B4-06-186 du 7 juillet 2006 prescrivant des mesures d'urgence à Maître GUERIN, liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre à Evreux, suite à la pollution accidentelle du 6 juillet 2006

LE PREFET DE L'EURE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU :

Le code de l'environnement, Livre 5 – Titre 1^{er},

Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté préfectoral du 29 octobre 1970 autorisant la société des Usines de Navarre à exploiter un établissement de fonderie et de travail mécanique de métaux et alliages à Evreux, 86 avenue Aristide Briand,

Les jugements du tribunal de commerce d'Evreux du 8 avril 2004 et du 15 avril 2004 prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise et la cessation d'activité de l'usine le 8 juin 2004, Maître GUÉRIN étant désigné mandataire-judiciaire de cette procédure,

Le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 6 juillet 2006 relatif à une pollution accidentelle de la rivière ITON ce même jour,

Considérant que cette pollution provenait des anciennes Usines de Navarre à Evreux, un écoulement d'huile ayant été constaté en provenance d'un transformateur électrique situé dans une cour extérieure du site en bordure de la rivière ITON, suite à un acte de vandalisme,

Considérant que dans le cadre de la cessation d'activité de l'entreprise, et en application de l'article 34-1 du décret susvisé du 21 septembre 1977, il appartient au mandataire-judiciaire de procéder à l'évacuation des déchets du site,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu, en application des dispositions prévues à l'article L. 512-7 du Code de l'Environnement, de fixer des mesures d'urgence concernant l'élimination des déchets et la surveillance du site,

Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,

- A R R E T E -

Article 1er - La SCP DIESBECQ-GUÉRIN est mise en demeure, en sa qualité de liquidataire-judiciaire de la société des usines de Navarre, de respecter les dispositions de l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 :

- en procédant à l'élimination des transformateurs électriques présents sur le site et non utilisés ainsi que de l'huile contenue dans une fosse de l'atelier barre **sous un délai de 10 jours**,
- et en mettant en place un gardiennage permanent du site **dès notification de l'arrêté préfectoral**.

Article 2 - Faute de se conformer à la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressée est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

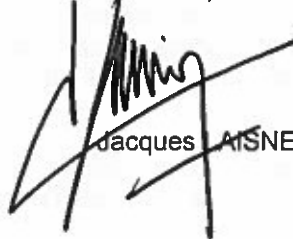
Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 - La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie et le maire d'Evreux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au représentant de l'exploitant par la voie administrative, et dont ampliation sera adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E. - Eure),
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au président de la communauté d'agglomération d'Evreux.

Evreux, le 7 juillet 2006

Le Préfet,


Jacques AISNE

